

AHMED BEN BELLA AU FORUM DE "DJAZAIR NEWS"

"L'Etat n'a pas respecté l'accord avec l'AIS"

Le premier président de la République algérienne était, hier, l'invité du forum du quotidien arabophone Djazair News. Ahmed Ben Bella a publiquement déclaré son soutien à la réconciliation nationale et à l'amnistie générale, deux projets de Abdelaziz Bouteflika.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Mais la sortie médiatique de l'ancien président algérien n'a pas pour autant dissipé le flou qui entoure ces deux projets miracles censés réconcilier tous les

citoyens algériens. Celui qui a été désigné comme président d'honneur de la Commission nationale pour l'amnistie générale, "une structure non officielle mais qui active depuis six mois",

semblait incapable de définir clairement ces concepts.

"Abdelaziz (Bouteflika, ndr) m'a demandé de présider cette commission. J'ai accepté car la réconciliation est inévitable. Je dois cependant préciser que je ne savais pas que des partis politiques siégeaient également dans cette commission. Sincèrement, je n'aurais jamais accepté de la présider si je l'avais su", dira-t-il en affichant clairement son allergie à tout ce qui touche au multipartisme. "Sachez que c'est Abdelaziz en personne qui m'a conduit en prison le 19 juin 1965.

Aujourd'hui, je suis ici non pas pour l'aider, lui, mais pour aider le peuple algérien", ajoute-t-il. Mais Ahmed Ben Bella semble ne pas avoir chomé depuis sa désignation à la tête de cette commission puisqu'il révélera avoir rencontré des responsables de l'AIS.

"L'Etat a signé un accord avec l'AIS, mais celui-ci n'a pas été respecté par les pouvoirs publics. Ils ont demandé à me rencontrer afin de trouver des solutions aux problèmes des repentis. Ces problèmes sont généralement d'ordre socioprofessionnel. A titre d'exemple, les gens qui avaient un emploi n'ont pu le réintégrer.

Nous avons aussi les cas d'une trentaine de personnes arrêtées dans des barrages, qui sont encore détenues et qui n'ont pas été délivrées.

Nous connaissons avec exactitude leurs lieux de détention. Nous n'avons pu les rencontrer car elles ont été transférées", dira Ben Bella. Il ajoutera avec insistance : "Certaines personnes sont contre l'amnistie générale et la réconciliation; ce sont elles qui bloquent le processus. Ces gens ont des intérêts à protéger." Se faisant presque le porte-parole de l'AIS, Ahmed Ben Bella affirmera à l'assemblée que les membres de cette organisation terroriste sont encore armés et qu'ils pourraient reprendre le chemin des maquis si l'Etat ne prenait pas en considération leurs revendications.

Tout au long de son intervention, l'invité de Djazair News a été incapable de définir les modalités de mise en œuvre de l'amnistie générale, des personnes censées en bénéficier ou encore du rôle de la justice dans le cadre de ce concept. L'orateur s'est limité à de vagues généralités. "Nous vivons l'ère de la mondialisation. Le Sud ne

peut rien contre le Nord. Tous les dirigeants du Tiers-Monde sont des commissionsnaires." Tous ? Ben Bella se rattrapera in extremis. "Croyez-moi, Abdelaziz est le moins nuisible de tous les présidents."

T. H.



RABHA TOUNSI «Les terroristes sont nos enfants»

Rabha Tounsi, secrétaire nationale de l'Organisation nationale des familles victimes du terrorisme et ayants droit, a raté l'occasion de se taire, hier, lors du Forum du quotidien Djazair News. Présente en qualité d'invitée, la responsable de l'ONFVTAD a tenu à intervenir afin de présenter à Ahmed Ben Bella, «le soutien des familles victimes du terrorisme au projet d'amnistie générale» de Abdelaziz Bouteflika. «Nous ne sommes pas contre cette amnistie car les terroristes sont nos enfants. Nombre d'entre eux ont subi des injustices. Nous demandons au président de définir les causes de cette tragédie» lancera-t-elle devant une assistance hébétée. Tounsi, qui ira jusqu'à affirmer que les victimes du terrorisme avaient recouvré leurs droits depuis l'arrivée de Abdelaziz Bouteflika, dira : «Nous demandons juste que ces droits soient respectés par les futurs présidents.» Rabha Tounsi, qui avait soutenu la candidature de Ali Benflis, tient absolument à se refaire une virginité politique et à se rapprocher d'El-Mouradia. Quitte à renier les principes de son organisation.

T. H.

LE SOMMET DE LA LIGUE ARABE AURA LIEU

LES 22 ET 23 MARS

L'alternance au poste de SG ne sera pas à l'ordre du jour

Le sommet de la Ligue arabe qui se tiendra à Alger les 22 et 23 mars prochain fera fi de la proposition algérienne relative à l'alternance au poste de secrétaire général. L'Algérie a fini par accéder à la demande de l'Egypte et met ainsi un terme à une vive polémique à ce sujet.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Catégorique, l'actuel secrétaire général de la Ligue arabe a fait savoir hier qu'il avait reçu l'assurance des "plus hautes autorités algériennes" que cette proposition ne sera pas discutée lors du sommet d'Alger.

Amr Moussa qui animait hier une conférence conjointe avec le chef de la diplomatie algérienne a tenu à préciser que la Charte de l'organisation ne connaît aucune modification à ce sujet et que son mandat qui n'expirera qu'en 2006 ne sera pas mis en jeu.

"Les textes actuels restent de mise" dira-t-il indiquant que son successeur sera désigné selon les anciens mécanismes de la Ligue. Une fermeté de ton affichée afin de couper court aux rumeurs qui avaient déjà circulé lors de la récente réunion du Caire. D'ailleurs,

le secrétaire général de la Ligue arabe a d'emblée affirmé que les deux parties étaient tombées d'accord au sujet de toutes les propositions de réformes. "Il y a un total accord entre nous et l'Algérie et nous ne pouvons entamer les préparatifs de ce sommet avec des rapports altérés".

Même son de cloche du côté de Abdelaziz Belkhadem qui a tenu à rappeler que les propositions faites par l'Algérie, pays organisateur du sommet, ne pouvaient être résumées à l'alternance au poste de secrétaire général. "Les propositions de réformes édictées par l'Algérie sont partagées par un nombre non négligeable de pays arabes.

Ce que voudrait l'Algérie, c'est une réforme globale. Ceci ne signifie pas que nous minimisons les efforts de Amr Moussa mais nous considérons que les mécanismes de la Ligue arabe ne permettent pas toujours d'agir promptement d'où la nécessité de cette révision".

Une réforme qui a été au centre d'un houleux débat dans la presse égyptienne qui avait perçu la proposition de l'Algérie comme une attaque contre la personne de Amr Moussa. Quelque peu irrité par les nombreuses

questions à ce sujet, ce dernier a considéré que "la réforme de la Ligue arabe doit avoir comme point de départ la refonte des Etats arabes pour aller vers plus de démocratie et de transparence" estimant que ses membres étaient prêts à se remettre en cause.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères algérien, a révélé qu'une commission nationale chargée de préparer le prochain sommet a déjà été installée et les sous-commissions créées à cet effet planchaient déjà sur l'organisation de la manifestation.

Au menu de cette session, les différentes réformes proposées, notamment celle relative au système de vote. Ce thème préalablement débattu au Caire encore une fois étudié par un groupe de travail.

Le sommet d'Alger, objet de plusieurs spéculations se tiendra bien à Alger, ont tenu à affirmer les deux conférenciers qui ont démenti catégoriquement les informations selon lesquelles des capitales arabes auraient tenté de le faire capoter.

En marge de ce sommet, il n'est pas exclu que le roi du Maroc et Abdelaziz Bouteflika se rencontrent lors d'un sommet informel.

N. I.

MINISTERE DE LA SOLIDARITE Installation d'un observatoire de la pauvreté

L'Observatoire national de l'emploi et de la lutte contre la pauvreté a été installé officiellement hier, par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale, le Dr. Ould Abbès. Cet organe consultatif est chargé notamment, dans le cadre des programmes visant la promotion de l'emploi et la lutte contre la pauvreté, de la coordination et de la concertation sur toute action novatrice à même de permettre le développement de projets en faveur des catégories de populations concernées. L'élaboration de bilans sociaux et de l'emploi fait aussi partie de ses missions. En effet, des statistiques seront dressées chaque trimestre. Et, un rapport sera élaboré et sera transmis au chef du gouvernement annuellement. Le décret exécutif portant création, composition et fonctionnement de cet observatoire a été adopté mercredi 19 janvier en Conseil de gouvernement. Se voulant ainsi avant tout "un organe consultatif", la création de l'observatoire a été inspirée de la déclaration du sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté tenu à Ouagadougou en septembre 2004.

Il est composé essentiellement de 18 représentants de ministères, de 6 mandataires d'institutions, d'études et de recherche et de 5 représentants d'agences spécialisées dans l'emploi. Au titre du partenariat social, chaque organisation patronale ou syndicale peut mandater des délégués, et ce, en plus des représentants d'associations activant dans ce domaine. Présidé par le ministre de l'Emploi, cet observatoire contribuera en coordination avec les secteurs concernés, à la promotion des relations de coopération et d'échanges à l'échelle sous-régionale, régionale et continentale, notamment en relation avec les préoccupations du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Comme ultime but de cet observatoire, on notera "une meilleure maîtrise du marché de l'emploi et des phénomènes de pauvreté. Le lien entre les deux est évident : avec un emploi, on n'est plus pauvre. Au fait, l'imbrication entre l'emploi et la lutte contre la pauvreté a été appuyée par les récentes analyses de l'Organisation internationale du travail à travers sa recommandation : "S'affranchir de la pauvreté par le travail".

Merieme Ouyahia